

MARCHE N° 2025 008

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

MARCHE DE SERVICES

**ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DU PATRIMOINE
DE CONFLUENCE HABITAT
77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE**

REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

Lundi 28 juillet 2025 à 12 h 00

POUVOIR ADJUDICATEUR

CONFLUENCE HABITAT
OPH DU PAYS DE MONTEREAU
1 rue de la Maison Garnier
CS 10121
77874 MONTEREAU Cedex
Tél. : 01.64.70.53.00

Adresse de dématérialisation (Profil acheteur) : www.maximilien.fr

Etablissement soumis au code de la commande publique.

PERSONNE HABILITEE A SIGNER LE MARCHE

Le Directeur Général par Intérim de CONFLUENCE HABITAT

COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le Directeur Administratif et Financier de CONFLUENCE HABITAT,
1 rue de la Maison Garnier
77130 Montereau-Fault-Yonne
☎ 01.64.70.53.00

DATE DE REMISE DES PLIS

Le lundi 28 juillet 2025 à 12 h 00 (délai de rigueur)

Consultation entièrement dématérialisée à l'adresse suivante : www.maximilien.fr

Tous les échanges avec Confluence Habitat se dérouleront sur cette plateforme.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDU DE LA CONSULTATION	p 4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	p 4 à 6
ARTICLE 3 : DOSSIER DE LA CONSULTATION / MODIFICATION DE DETAIL AU DCE MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISE .	p 7
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	p 8 -9
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	p 9 à 12
ARTICLE 6 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	p 12
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES / VISITE SUR SITE	p 13
ARTICLE 8 : INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS ET AUPRES DE LAQUELLE DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS SUR L’INTRODUCTION DES RECOURS	p 14
ARTICLE 9 : MODALITES DE NEGOCIATION	p 14

ARTICLE PREMIER
OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente procédure adaptée lancée par l'**Office Public de l'Habitat du Pays de Montereau – CONFLUENCE HABITAT – 1 rue de la Maison Garnier, 77130 MONTEREAU** a pour objet :

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS
DU PATRIMOINE DE CONFLUENCE HABITAT
77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE

LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Patrimoine de Confluence Habitat - Montereau-Fault-Yonne (77130).

ARTICLE 2
CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA CONSULTATION

Le présent marché à procédure adaptée est soumis aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

Cette consultation n'est pas soumise aux accords AMP de l'OMC.

Il s'agit d'un marché de services qui s'inscrit dans le cadre réglementaire du code de la commande publique.

NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont les suivantes :

Codes CPV	Intitulé
77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts

2.2 – TYPE DE MARCHE

Le présent marché comporte :

- Une partie forfaitaire concernant l'entretien des espaces verts du patrimoine de Confluence Habitat.(voir descriptif au CCTP du marché)
- Une partie à bons de commande (accord cadre) passée avec un seul opérateur économique conformément aux dispositions de l'article R2162-1 et suivants du code de la commande publique relative à des prestations ponctuelles commandées conformément aux prix indiqués au Bordereau de Prix Unitaires du présent marché.

Ces prestations concernent les interventions ponctuelles de taille, élagage et autres prestations décrites au CCTP à la demande de Confluence Habitat suivant les prix indiqués au BPU du marché.

La part à bons de commande répondra aux dispositions suivantes :

- **Minimum annuel : 0** **Maximum annuel : 25 000 € HT.**

Ces prestations s'exécuteront au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Ceux-ci seront émis à chaque fois qu'un besoin se fera ressentir.

L'émission des bons de commande s'effectuera sans négociation entre le titulaire du marché et le représentant du Pouvoir Adjudicateur mais conformément aux Prix du Bordereau de Prix Unitaires.

2.3 – SOUS-TRAITANCE / CONDITIONS DE PARTICIPATION

SOUS-TRAITANCE

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise, société commerciale ou par un groupement, **devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt**. Elle devra également indiquer les prestations et leur montant dont la sous-traitance est envisagée la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € T.T.C.

La sous-traitance d'une partie de la prestation est autorisée dans le cadre des textes qui la réglementent. Le titulaire doit en toute hypothèse obtenir l'agrément de son sous-traitant et l'acceptation de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Toute sous-traitance occulte entraînera la résiliation du marché de plein droit par l'Office aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité, ni préavis.

Modalités de sous-traitance : article 14 CCAP.

CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

Les candidats peuvent se présenter seul ou en groupement.

En cas de groupement, la préférence du pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Un même prestataire ne pourra être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Chaque membre du groupement devra fournir un dossier de candidature.

2.4 - DECOMPOSITION EN LOTS, TRANCHES

Le présent marché est unique sans décomposition, ni en lot, ni en tranche.

2.5 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Aucune variante n'est autorisée, aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

2.6 - DUREE DU MARCHE

La durée du marché est fixée à **12 mois** à compter de la date de notification de l'Acte d'Engagement au titulaire.

Le marché pourra se poursuivre par reconduction expresse pour une durée de douze mois renouvelable 2 fois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 3 ans.

En respectant un délai de préavis de trois mois au moins avant la fin des 1^{ère} et 2^{ème} années du marché, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, de sa décision :

- **De ne pas reconduire le marché,**
Le titulaire du marché reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.
- **De reconduire le marché,**
Dans ce cas, à compter de la réception de cette lettre, le titulaire du marché dispose d'un mois à compter de la date portée sur l'accusé de réception, pour avertir le pouvoir adjudicateur de sa décision d'accepter ou de renoncer à cette reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception.
Passé ce délai d'un mois, si le titulaire du marché n'a pas expressément renoncé à la reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception, celle-ci est acquise pour une durée de 12 mois.

Date prévisionnelle de démarrage des prestations : septembre 2025

2.7 - DELAIS D'EXECUTIONS : les délais sont fixés à l'article 9 du CCAP du présent marché.

2.8 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES / DELAI DE NOTIFICATION

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

CONFLUENCE HABITAT s'engage à notifier au soumissionnaire, l'acceptation ou le rejet de son offre, dans un délai de **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.9 - FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix forfaitaires pour les prestations forfaitaires prévues au CCTP (partie forfaitaire) suivant DPGF, et il dispose également d'une partie à prix unitaires (partie à bons de commande – accord cadre) suivant le Bordereau de Prix Unitaires (*conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique*).

Ceux-ci seront révisables dans les conditions prévues à l'article 10 du CCAP conformément aux dispositions de l'article R2112-13 du code de la commande publique.

Les prix du marché sont établis en Euros Hors T.V.A.

2.10 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées au CCAP.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai de **30 jours** conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique (par virement à compter de la date de réception des factures ou des demandes présentées sous forme de situations de paiement) suivant les dispositions de l'article 12 du CCAP.

Le présent marché sera financé selon les modalités suivantes : Budget de l'Office, section fonctionnement.

<p style="text-align: center;">ARTICLE 3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION, MODALITES DE RETRAIT ET MODIFICATION DE DETAIL AU DCE</p>

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est gratuit.

3.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des Entreprises (DCE) relatif à ce marché est constitué des pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (R.C.),
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et Bordereau de Prix Unitaires (BPU),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),
- La fiche de liaison à compléter.

3.2 - MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (D.C.E) est uniquement accessible en téléchargement libre et gratuit sur le site : **www.maximilien.fr**.

La consultation est entièrement dématérialisée et organisée sur la plateforme : www.maximilien.fr.

Tous les échanges avec Confluence Habitat auront lieu sur cette plateforme.

Il est fortement conseillé de **s'inscrire** sur ce site pour être informé des échanges avec Confluence Habitat, des éventuelles modifications et précisions sur la consultation téléchargée.

Il est également recommandé de ne pas considérer les messages de la plateforme www.maximilien.fr comme indésirables (anti-spam) et de paramétrer sa messagerie électronique en conséquence.

3.3 - DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

CONFLUENCE HABITAT se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres**, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Une réponse sera alors adressée par écrit sur la plateforme www.maximilien.fr en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

ARTICLE 4 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents devront être rédigés en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre datés.

4.1 DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

Les déclarations, certificats et attestations suivantes prévues à l'article R2143-3 et suivants du code de la commande publique :

- **Document Unique de Marché Européen (DUME)** – formulaire en libre accès à compléter via l'utilitaire disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
ou :
- **Lettre de candidature et habilitation** du mandataire par ses co-traitants (Formulaire DC1) ;
- **Déclaration sur l'honneur** dûment datée par le candidat pour justifier :
 - a) Qu'il n'y a dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.
 - b) Qu'il est en règle aux regards des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- **Déclaration de capacités** ou formulaire DC2
- Les **attestations d'assurance en cours de validité** ;
- Le **chiffre d'affaires global**, et le chiffre d'affaires **concernant les prestations** auxquelles se réfère le marché réalisé *au cours des trois dernières années* lorsque le candidat est soumis à la déclaration relative à l'impôt des sociétés ou impôt équivalent par les candidats étrangers (DC2) ;
- Déclaration indiquant les **effectifs du candidat** et l'importance du **personnel d'encadrement**, pour chacune des *trois dernières années* (DC2) ;
- La liste des **principales prestations en rapport avec l'objet du marché** en cours d'exécution ou exécutées *au cours des trois dernières années*, indiquant pour chacune de ces réalisations la nature et l'étendue des missions confiées, le montant, la date et le destinataire public ou privé,
- pour les **entreprises nouvellement créées** ne pouvant produire de liste des prestations exécutées, références de leurs dirigeants ou des cadres qui exécuteront le marché (diplômes et/ou expérience professionnelle), tout autre document lui permettant de faire la preuve de sa capacité professionnelle ;
- les **qualifications professionnelles du candidat** (certificats de capacités, de qualité, attestations de bonne exécution du candidat (ou équivalents) :
 - Qualibat 1351 : Espaces Verts ou équivalent.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

*Les nouveaux formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site internet
du Ministère de l'Economie, des Finances, de l'Action et des Comptes
publics: <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?language=fr>*

NOTA

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.2 DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE

Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** dûment complété, daté en original ;
- **Les annexes : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, et le Bordereau de Prix Unitaires entièrement complété**, daté (Format PDF et également format Excel);

Les candidats complèteront impérativement le BPU et la DPGF fournis dans le DCE sous peine d'élimination de leur offre.

- **L'attestation de visite ;**
- **Un mémoire technique** justifiant les dispositions que le candidat propose d'adopter en vue de réaliser les prestations et en détaillant les sous-critères énoncés à l'article 5.2 « Valeur technique » suivant mémoire du présent règlement de consultation.
- La fiche de liaison complétée.

CES ELEMENTS PERMETTENT DE JUGER L'OFFRE DU CANDIDAT.

TOUTE PROPOSITION A LAQUELLE L'UN DE CES ELEMENTS NE SERAIT PAS JOINT POURRAIT ABOUTIR A L'IRREGULARITE DE L'OFFRE.

NOTA

Les candidats peuvent en outre produire toutes pièces qu'ils estiment de nature à appuyer leur offre. Toutefois, elles ne seront examinées que si elles permettent une meilleure appréciation des critères de jugement des offres fixés au 5-2 ci-dessous.

Avant de procéder à l'examen des candidatures et des offres, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai identique.

ARTICLE 5

SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENTS DES OFFRES

5.1 – SELECTION DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures sera effectuée sur la base des éléments suivants :

CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

- Le chiffre d'affaires global, réalisé au cours des trois dernières années lorsque le candidat est soumis à la déclaration relative à l'impôt des sociétés ou impôt équivalent par les candidats étrangers ;
- Les effectifs et moyens mis à la disposition du marché, appréciés au regard de la déclaration de moyens du candidat, laquelle doit être orientée de manière à démontrer que les effectifs de l'entreprise sont ou seront quantitativement et qualitativement suffisants pour l'exécution de la prestation envisagée.
- Les qualifications professionnelles, certificats de capacités, de qualité, agrément et attestations professionnelles ou équivalentes (demandées ci-dessus à l'art. 4.1)

Règlement de Consultation

REFERENCES PROFESSIONNELLES

- La liste des principales prestations similaires en cours d'exécution ou exécutées au cours des trois dernières années, indiquant pour chacune de ces réalisations la nature et l'étendue des missions confiées, le montant, la date et le destinataire public ou privé ; appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes.
- Pour les entreprises nouvellement créées ne pouvant produire de liste des prestations exécutées, références de leurs dirigeants ou des cadres qui exécuteront le marché (diplômes et/ou expérience professionnelle) ;
- Tout autre document lui permettant de faire la preuve de sa capacité professionnelle.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

ELIMINATION DES CANDIDATS

Seront éliminés au stade de la candidature :

- Les candidats dont la candidature n'est pas recevable en l'absence d'une ou plusieurs pièces obligatoires visées ci-dessus dans la section « DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE » s'il n'a pas été décidé de les régulariser ;
- Les candidats dont les capacités professionnelles, techniques et financières auront été jugées insuffisantes au regard des pièces demandées ;
- Les candidats qui tombent sous le coup d'une interdiction de soumissionner (articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique)

5.2 – SELECTION DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R2152-6 et suivants du code de la commande publique sur la base de critères ci-dessous pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Valeur Technique	30
Prix	70

1. PRIX pour 70 %

L'offre de prix sera jugée sur la base du prix forfaitaire et des prix unitaires renseignés en annexes de l'acte d'engagement par les candidats dans leurs offres respectives et **pondérée au total à 70 %**.

Les montants qui figurent à la **DPGF** et au **Bordereau de Prix Unitaires** seront pris en considération pour l'appréciation du critère du prix.

- La **part forfaitaire** (suivant DPGF) sera pondérée à **45 %** et la note sera calculée selon la formule suivante :

$\text{Note part forfaitaire} = \frac{\text{Montant forfaitaire annuel de la DPGF de l'offre la moins disante}}{\text{Montant forfaitaire annuel de la DPGF de l'offre notée}} \times 45$

- La **part à Prix Unitaires (suivant BPU)** sera quant à elle pondérée à **25 %**. La note sera alors calculée de la manière suivante :

Les postes de catégorie 1 seront pondérés à 15 %.

Ils sont intitulés « **Catégorie 1** » sur le BPU.

Leur note sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note « Catégorie 1 »} = \frac{\text{Somme des postes du BPU « catégorie 1 » de l'offre la moins disante} \times 15}{\text{Somme des postes du BPU « catégorie 1 » de l'offre notée}}$$

Les postes de catégorie 2 seront pondérés à 10 %.

Ils sont intitulés « **Catégorie 2** » sur le BPU.

Leur note sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note « Catégorie 2 »} = \frac{\text{Somme des postes du BPU « catégorie 2 » de l'offre la moins disante} \times 10}{\text{Somme des postes du BPU « catégorie 2 » de l'offre notée}}$$

La NOTE FINALE globale du critère prix sera calculée de la manière suivante :

$$\text{Note globale prix} = \text{Note « DPGF »} + \text{Note « BPU catégorie 1 »} + \text{Note « BPU catégorie 2 »}$$

Conformément à l'article R2152-3 et suivant du code de la commande publique, si une offre semble irréaliste (prix anormalement bas), elle pourra être rejetée par décision motivée après obtention des justificatifs jugés utiles.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ses documents pour les mettre en harmonie ; en cas de refus, son offre sera éliminée car déclarée incohérente.

CONFLUENCE HABITAT insiste sur l'obligation qui est faite aux candidats de remplir en totalité les annexes financières DPGF, BPU ainsi que l'acte d'engagement.

2 . Valeur technique = 30%

La valeur technique sera jugée en exploitant les documents, notes et informations contenues dans le mémoire technique.

Evaluation d'après **le mémoire technique noté sur 30 %**, les points attribués à chaque rubrique sont décomposés ci-dessous :

- Moyens matériels, organisationnels et humains proposés pour le suivi optimal des prestations, compétences et formations du personnel au regard des normes en vigueur **(10 points)**
- Une note permettant de juger la qualité des prestations :
 - Une note méthodologique et organisationnelle sur le suivi et la gestion des interventions **(15 points)** ;
 - Exemple de planning annuel de réalisation des interventions d'entretien (prestations forfaitaires d'entretien) sur un ou plusieurs sites pour d'autres établissements. **(5 points)**

SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

Le jugement des offres donnera lieu à un classement.

Les candidats seront informés par écrit du résultat de la consultation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents visés à l'article R2143-6 et suivant du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; Ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le Pouvoir Adjudicateur peut, à tout moment, décider de ne pas donner de suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats seront informés par écrit du résultat de la consultation.

ARTICLE 6

CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES (DES PLIS)

6.1 – TRANSMISSION SUR SUPPORT PAPIER

Aucune transmission d'offre sur support papier n'est autorisée dans le cadre de ce marché.

6.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE

Les plis sont adressés uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : www.maximilien.fr.

Ils doivent être déposés avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent Règlement de Consultation (**lundi 28 juillet 2025 à 12 h 00**).

Les candidats transmettent leur proposition sous pli électronique contenant à la fois les pièces relatives à la candidature et celles relatives à l'offre.

Ce pli doit contenir les pièces définies à l'article 4, réparties en deux dossiers : Candidature et Offre. (Un fichier par pièce requise). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+02:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .xls ; .doc ; .pdf

La signature électronique est autorisée pour la présente consultation mais n'est pas obligatoire. Dans le cas où le candidat souhaiterait signer son offre au stade du dépôt, il devra suivre les consignes détaillées ci-dessous.

Les candidats pourront signer électroniquement leurs documents par des jetons de signature au format XAdES, CAdES ou PAdES. Toutefois, ceux choisissant les formats CAdES ou PAdES devront impérativement fournir au Pouvoir Adjudicateur les moyens de vérification à utiliser afin de certifier la signature électronique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité. Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde selon les modalités suivantes :

- d'une part sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement les mentions : « copie de sauvegarde », « nom du candidat » « références et intitulé du marché » « adresse exacte de Confluence Habitat ».
- d'autre part, une transmission sur support dématérialisé (par voie électronique), respectant les exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique préconisées par l'annexe 8 du code (horodatage qualifié au sens du règlement eIDAS, identités déterminées, garantie de l'intégrité des données, et envoi d'un accusé réception). Il est recommandé de faire usage d'une lettre recommandée électronique par courriel, ayant obligatoirement pour objet :
« COPIE DE SAUVEGARDE »
Intitulé et numéro de la consultation

Nom de l'entreprise soumissionnaire

Cette copie de sauvegarde est ouverte, sous réserve d'être parvenue dans les délais de dépôt des offres, dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

Si l'offre du candidat est retenue, les documents de son offre feront l'objet d'une rematérialisation pour signature manuscrite par Confluence Habitat.

ARTICLE 7

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES / VISITE SUR SITE

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **8 (huit) jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur la plateforme www.maximilien.fr.

En cas de difficultés techniques, vous pouvez joindre :

CONFLUENCE HABITAT - OPH du Pays de Montereau

Cellule Marchés Publics
Madame Maria TEIXEIRA-PERES
1 rue de la Maison Garnier
77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE
Email : mteixeira@confluence-habitat.com
Tél. : 01 64 70 53 09

Toute question sur la consultation fera l'objet d'une reformulation avec réponse sur la plateforme www.maximilien.fr. Une réponse sera alors adressée, au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres, à toutes les entreprises ayant répondu à la consultation (retirées le DCE sur Maximilien) via le profil acheteur. Aucune réponse individuelle ne sera fournie.

VISITE SUR SITE (OBLIGATOIRE) :

Une visite obligatoire sur site devra être effectuée afin de chiffrer au mieux les prestations à réaliser. Les candidats seront accompagnés d'un représentant de CONFLUENCE HABITAT afin de réaliser la visite.

Les candidats devront prendre contact auprès de la Cellule Marchés Publics en vue de fixer une date et une heure de rendez-vous au moyen des coordonnées transmises ci-dessus.

Les candidats seront accompagnés d'un représentant de CONFLUENCE HABITAT afin de réaliser la visite sur site.

Les candidats produiront dans leur offre l'attestation de visite signée par le personnel de Confluence Habitat (l'attestation sera transmise à chaque candidat en fin de visite.)

ARTICLE 8
INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS ET AUPRÈS DE LAQUELLE DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS SUR L'INTRODUCTION DES RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de MELUN,
43 rue du Général De Gaulle
77000 MELUN
Tél. : 01.60.56.66.30

Détails :

- Article L.551-1 du Code de Justice Administrative (Référé précontractuel),
- Article L.551-13 du Code de Justice Administrative (Référé contractuel),
- Article R.421-1 du Code de Justice Administrative (Recours pour Excès de Pouvoir),
- Conseil d'Etat, ass., 4 avril 2014, n° 358994, *Département de Tarn-et-Garonne* (Recours de pleine juridiction).

ARTICLE 9
MODALITÉS DE NÉGOCIATION

L'Office public de l'habitat Confluence Habitat se réserve la possibilité de négocier dans le cadre de la régularisation d'offre irrégulière.

La négociation sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. A ce titre, les informations qui pourraient leur être données ne pourront être de nature à avantager certains d'entre eux.

La négociation pourra être utilisée afin de régulariser une offre qui aurait été déclarée irrégulière. La demande sera alors faite au candidat de rectifier l'erreur commise dans son offre initiale. Les offres inappropriées et les offres inacceptables ne pourront être régularisées.

Les demandes de régularisation s'effectueront de manière identique entre tous les candidats concernés par l'intermédiaire de la plate-forme de dématérialisation « Maximilien ».(échanges : demandes et réponses)

Une date limite de remise des réponses sera transmise, toute réponse reçue au-delà de cette date limite ne sera pas prise en compte (l'offre gardera son caractère irrégulier et sera rejetée par conséquence).